

La filière lait se remet à croire à de meilleurs lendemains

Les cours mondiaux du beurre et du fromage remontent, sans effets immédiats pour les producteurs

L'herbe va-t-elle reverdir pour les éleveurs? La question se pose alors que la profession se retrouve depuis mercredi 5 octobre à Cournon-d'Auvergne (Puy-de-Dôme) pour le traditionnel rendez-vous du Sommet de l'élevage. Les plus optimistes regardent les cours mondiaux du beurre, de la poudre grasse ou du fromage en train de se redresser depuis quelques mois. Mais pour l'heure, cette tendance ne se traduit pas encore sur le prix du lait payé au producteur.

«La situation s'améliore. Les cours ont remonté. On s'attend à ce que l'année 2017 soit meilleure que 2016. Mais tout va dépendre de l'évolution de la production dans les différents bassins», explique

Benoit Rouyer, économiste au Centre national interprofessionnel de l'économie laitière (Cniel). Or, fait nouveau, depuis juin, le robinet de lait européen coule moins fort. Le flot a affiché une première décline de 1,4 %, suivie d'une deuxième en juillet de 1 %. Signe toutefois de la difficulté à refroidir la machine, la production laitière européenne affiche encore une progression de 2,4 % sur les sept premiers mois de l'année. Les Pays-Bas continuant à faire la course en tête avec un bond de 11 % de leur production sur cette période, suivis de l'Irlande à + 8,5 %.

La fin des quotas laitiers décrétée fin mars 2015 avait ouvert les vannes européennes. Une échéance anticipée par les pays soucieux de profiter de l'aubaine. Sauf qu'au

même moment, la Chine freinait brusquement ses importations de poudre infantile. Un redoutable effet de ciseau. Résultat, les éleveurs ont vu le prix de la tonne de lait passer de 365 euros en moyenne en 2014 à 309 euros un an plus tard. Un dur retour sur terre.

«Cela arrive trop tard»

Cet été, la forte tension s'est traduite par un bras de fer très médiatisé entre Lactalis, numéro un mondial des produits laitiers, et ses éleveurs. Après une semaine de blocage de ses sites, le groupe familial a signé un accord prévoyant une revalorisation mensuelle de 5 euros avec l'objectif d'atteindre les 300 euros par tonne en décembre. Soit une moyenne annuelle de 275 euros. Son de cloche quasi similaire chez Sodial, plus grosse coopérative laitière.

«Ils nous ont annoncé un prix moyen annuel de 280 euros la tonne», affirme Daniel Condat, éleveur dans le Puy-de-Dôme. «A ce prix-là, nous continuons à perdre de l'argent. Nous sommes en zone de montagne et nos coûts sont importants.» M. Condat, comme d'autres, a décidé de réduire son cheptel pour limiter ses pertes. Son troupeau est passé de 80 à 60 vaches en un an. Il touchera, à ce titre, une aide.

Bruxelles a en effet accepté, à la demande du ministre français de l'agriculture, Stéphane Le Foll, de mettre en place, en juillet, une mesure incitant à réduire la production. Une enveloppe de 150 millions d'euros a été débloquée. Soit une indemnisation de 14 centimes par kilo non produit. La France a décidé d'abonder ce dispositif de 10 centimes pour les cinq premiers pourcents de réduction. Ce sont 13 000 producteurs qui ont déposé des demandes d'aide pour un total de 180 000 tonnes. A l'échelle européenne, le niveau de baisse anticipé atteint plus d'un milliard de tonnes.

«Ce qui est intéressant à observer, c'est que dans les pays opposés à tout projet de régulation de la production, les agriculteurs se sont précipités sur cette aide. En particulier en Angleterre, où la baisse de la livre a créé un effet d'aubaine», souligne André Bonnard, trésorier de la Fédération nationale des producteurs de lait (FNPL). Son président, Thierry Roquefeuil, se félicite que face au dogme libéral de la Commission européenne, les arguments d'une nécessaire régulation de l'offre aient été entendus. En particulier par Phil Hogan, le commissaire européen à l'agriculture. Mais tous regrettent la lenteur de la

La réduction de la production, destinée à soutenir les cours, engorge les abattoirs

réaction bruxelloise. La crise dure depuis deux ans.

«Cela arrive trop tard», estime M. Condat, qui s'interroge sur son avenir. Combien d'éleveurs ont lâché prise dans cette épreuve? Difficile aujourd'hui de chiffrer l'impact. Mais tous s'accordent à dire que cette crise, de par sa durée, a accéléré le phénomène d'attrition enclenché depuis des années. En l'espace de dix ans, le nombre d'exploitations laitières françaises est passé de 100 000 à 66 000, selon les chiffres de l'Institut de l'élevage. Dans le plan de soutien à l'agriculture présenté mardi 4 octobre à Matignon, le gouvernement a prévu une enveloppe exceptionnelle de 4 millions d'euros pour que la Mutualité sociale agricole (MSA) finance un service de remplacement temporaire pour les agriculteurs en situation d'épuisement professionnel.

Mais la pression est aussi très forte sur les éleveurs bovins. La réduction de la production laitière, destinée à soutenir les cours, renforce paradoxalement leurs difficultés et engorge les abattoirs. «On estime qu'il y aura 800 000 vaches de plus sur le marché européen que lors d'une année normale. Soit 300 000 tonnes de viande. Cela pèse sur les cours, en recul depuis deux ans. Il manque aujourd'hui un euro par kilo de carcasse à l'éleveur», affirme Jean-Pierre Fleury, président de la Fédération nationale bovine. A cela s'ajoute la fermeture du marché turc aux brouards français, qui laisse 40 000 animaux dans les exploitations.

La FNB, qui estime que sur les 80 000 exploitations spécialisées dans la viande bovine 20 000 sont en état de quasi-faillite, souhaite que Bruxelles prenne, cette fois, des mesures d'équilibrage de ce marché. En visite à Cournon, mercredi, M. Hogan a annoncé le déblocage d'une enveloppe de 15 millions d'euros pour promouvoir la viande en Europe et s'est dit prêt à travailler à ouvrir de nouveaux marchés à l'exportation. Il a également expliqué que l'Europe allait se doter d'un observatoire du marché de la viande, à l'instar de ce qui existe déjà pour le lait. ■

LAURENCE GIRARD